La constitution

La situation a changé lorsque deux partis différents ont été majoritaires aux Communes et au Sénat. Voyons un peu ce qui se produit. Le Sénat devient gênant quand il n'a pas la même majorité que la Chambre des communes. A ces moments-là, il cherche à bloquer ou à retarder indument les projets de loi adoptés par la Chambre. En 1913, deux ans après que Sir Robert Borden eut obtenu de la population un mandat de changement à la suite de 15 ans de pouvoir libéral, le Sénat dominé par les libéraux a opposé son veto au projet de loi de la marine. Au cours des années 20, les désaccords entre le gouvernement de M. King et la majorité conservatrice du Sénat se sont multipliés. Entre 1921 et 1930, 32 projets de loi gouvernementaux adoptés par les Communes ont été rejetés par le Sénat, notamment le projet de loi sur les pensions de vieillesse en 1926. En 1961, trois ans après que M. Diefenbaker eut reçu le mandat jusque-là le plus fort de l'histoire canadienne, le Sénat, pourvu d'une large majorité libérale après 22 années consécutives de pouvoir libéral, a refusé d'examiner un projet de loi révoquant le gouverneur de la Banque du Canada, James Coyne, projet qui avait été adopté par la Chambre des communes. La même année, les deux Chambres se sont affrontées au sujet d'un amendement que la majorité du Sénat avait proposé à un projet de loi modifiant la Loi sur les douanes.

● (1240)

Voilà ce qui donne à un petit groupe de sénateurs libéraux mal intentionnés l'audace de se comporter de la sorte actuellement. Cette clique, encouragée par le précédent de 1961, pense pouvoir faire de même en 1985; un groupe de personnes non élues, ne tenant aucun de leurs pouvoirs de la population du Canada. En fait, la population canadienne aimerait les voir disparaître: c'est ce qu'elle a dit le 4 septembre dernier. Mais ces sénateurs estiment avoir légalement le pouvoir de faire échec à la Chambre des communes et à la majorité gouvernementale, enhardis par les exemples de 1961. Alors, qu'ils s'y essaient. Voilà le but de cette résolution, et j'espère que le très honorable chef de l'opposition se raviserait, qu'il se joindra à nous pour l'adopter aujourd'hui. Voilà ce qu'il faudrait faire.

C'est là la dernière fois que le Sénat avait gêné ou entravé la Chambre des communes: en 1961, il y a 24 ans. Dans l'interval, la majorité libérale du Sénat n'a jamais cessé d'acquiescer à tout ce que proposaient à la Chambre les gouvernements libéraux. Trois mois après que le gouvernement actuel eut reçu le plus fort mandat de l'histoire canadienne, le Sénat dominé par les libéraux a cherché à éluder la volonté des Communes. Le projet de loi C-11 portant pouvoir d'emprunt a été envoyé au Sénat le 21 décembre 1984, après avoir été adopté par la Chambre des communes à l'unanimité. Je dis bien à l'unanimité. Unanimement. En d'autres termes, les trois partis représentés à la Chambre ont voté en faveur de l'autorisation d'emprunt. Je suis allé au Sénat, l'adoption s'imposait à cause des dépenses autorisées par le gouvernement libéral précédent. Il fallait emprunter pour nous acquitter des obligations contractées par le gouvernement libéral, mais le Sénat a refusé d'adopter l'autorisation d'emprunt votée unanimement par notre Chambre. La majorité des sénateurs qui s'y sont opposés sont membres du groupe parlementaire du très honorable chef de l'opposition. Après le congé des Fêtes, ils ont attendu 37

jours avant de finalement voter le projet de loi C-11, le 27 février dernier. Ce long délai n'était pas de nature à favoriser la position financière du gouvernement du Canada; l'incertitude régnait sur les marchés de capitaux. Les financiers du monde entier se demandaient qui dirigeait le gouvernement du Canada. Devaient-ils se fier au gouvernement qui leur disait vouloir emprunter? Ou devaient-ils s'en remettre au sénateur MacEachen? Quand ce dernier était ministre des Finances, les budgets qu'il a présentés en 1981, 1982 et 1983 ont été des fiascos; il ne les a même pas appliqués. Est-ce au sénateur MacEachen...

M. Marchi: Que s'est-il passé en 1979, John?

M. Crosbie: ... que doivent s'adresser les financiers? Il est certain, monsieur le Président, que les Canadiens ont souffert de ce qui s'est passé en 1979.

M. Turner (Vancouver Quadra): Parlez-nous du vôtre, John.

M. Crosbie: Donc, les prêteurs du monde entier doivent-ils transiger avec le sénateur MacEachen et le sénateur... il y a quelques noms bizarres là-bas. La plupart d'entre eux n'ont jamais été sur la ligne de feu; ils n'ont jamais brigué les suffrages. Le sénateur Grafstein ne s'est jamais porté candidat pour quoi que ce soit sauf pour le jus d'orange dans les réunions politiques. Le sénateur Kirby, le machiavel de la Constitution. Le sénateur Kenny.

M. Rossi: Hnatyshyn.

M. Crosbie: Le sénateur Sinclair. Y a-t-il un seul d'entre eux qui se soit déjà présenté aux élections? S'ils ont jamais essayé, chose certaine ils n'ont jamais été élus. Voilà de quoi était composée l'équipe choc de Trudeau ou l'équipe Turner et que s'est-il passé?

M. Rossi: Vous n'avez jamais réussi.

M. Crosbie: Vous pouvez bien pousser tous les cris du monde mais vous... mais où était M. Rossi? Le voilà. Chaque fois qu'on entend du bruit, on sait où se trouve l'honorable député, monsieur le Président.

J'ai ici une lettre du ministre des Finances (M. Wilson) dont voici le contenu:

... parce que le Sénat tardait à voter le projet de loi C-11 le gouvernement a dû reporter plusieurs opérations d'emprunt étant donné qu'il ne disposait pas d'un pouvoir suffisant pour lever de nouveaux fonds. On pense que la suspension du programme d'emprunt a coûté au gouvernement environ 15 millions à cause de la hausse des taux d'intérêt qui a eu lieu avant qu'il ne puisse réaménager son programme d'emprunt.

Quinze millions, c'est ce qu'aurait coûté l'obstination du Sénat qui refusait d'approuver une loi financière rendue nécessaire par la gestion de l'ancien gouvernement libéral, une loi dont l'adoption s'imposait. Le ministre ajoute ce qui suit:

Le délai survenu au Sénat a aussi eu des incidences indirectes. S'il est vrai que ces coûts sont difficiles à mesurer, il est évident que toute interruption dans le programme d'emprunt entraîne une certaine confusion et incertitude sur les marchés financiers, notamment parce que les autres participants sont forcés de tenir compte du programme d'emprunt fédéral. A cette occasion en plus, le délai a coïncidé avec un effrètement sensible de notre monnaie et les participants se demandaient si le gouvernement pourrait se prévaloir de ses réserves internationales pour soutenir le dollar.